

Guy Verhofstadt

«Le moment est venu de refonder l'Union européenne»

LES PHRASES CLÉS

donnés par les populistes et les extrémistes, l'Union européenne peut disparaître.»

«Rien n'est éternel dans la vie. Sous la menace et les coups

«Sans le repli étatique, nous

aurions déjà un gouvernement pour gérer la zone euro, un FBI européen pour lutter contre le terrorisme.»

«Le Traité de Rome fut une tragédie! Et je le dis ici en France, dans le pays qui a rejeté ce projet de Constitution. Il faut revenir à l'esprit de Paul-Henri Spaak.»

INTERVIEW VINCENT GEORIS

Depuis un an, l'Europe menace d'éclater. Plusieurs États ont rétabli leurs frontières. Le populisme fleurit. La Méditerranée est devenue un «cimetière» où périssent les migrants. Les terroristes sèment la mort dans les capitales. Le Royaume-Uni songe à tout plaquer avant l'été.

L'Europe, qui s'est érigée en chantre des valeurs morales et fait si souvent la leçon au reste du monde, a perdu la maîtrise de son destin. Les dirigeants, «des clones de Margaret Thatcher et Charles de Gaulle», ne sont plus à la hauteur.

Tel est le diagnostic de Guy Verhofstadt, le président des Libéraux européens, dans la dernière édition de son livre «Le mal européen» (Plon/Marque Belge). Nous l'avons rencontré dans un salon parisien, à l'occasion de la présentation de l'ouvrage.

L'ancien Premier ministre ne laisse pas le lecteur les mains vides. Avec sa capacité d'analyse, ponctuée d'une verve franche et acidulée, il appelle à une refonte de l'Union européenne lors d'une Convention en 2017.

Qu'y a-t-il de neuf dans cette réédition du «mal européen»?

Un chapitre sur la sécurité et le terrorisme. Ça commence par mon passage ici à Paris, où j'étais venu fêter le nouvel an, en soutien aux Parisiens. J'ai ressenti une ambiance très lourde, des gens qui ne sortent pas. Je décris l'allocation de François Hollande, entendue dans le taxi. J'analyse, comme dans les autres chapitres, l'absence de politique commune européenne qui nous affaiblit dans la lutte contre le terrorisme. Je ne dis pas qu'on peut prévoir les attaques, mais quand on analyse les attentats à Madrid en 2004, Londres en 2005, Bruxelles en 2014, Paris en 2015, et en mars à nouveau à Bruxelles, on voit un manque de politique européenne qui retarde les chances de contrer le terrorisme. Les terroristes ne connaissent pas les frontières. Et nous, nous ne pouvons lutter car nous sommes bloqués par des frontières nationales.

Vous écrivez, à propos du terrorisme, que «personne ne sait quand s'arrêtera cette folie». Que pourrait y faire l'Europe, et

qu'elle ne fait pas?

Trois choses. Se doter d'une capacité de renseignements et d'enquête, plutôt que d'une simple coordination. Se doter d'une capacité d'intervenir dans son voisinage pour couper le terrorisme à la source. Sur ce point, Obama a été très clair à Hanovre. Il a dit: «je ne continue plus». Il a expliqué que l'Europe comptait toujours sur les États-Unis, à des milliers de kilomètres, pour résoudre ses problèmes. L'Europe doit prendre ses responsabilités. La troisième chose à faire, c'est une politique d'asile et de réfugiés digne de ce nom.

Vous prônez la création d'un FBI européen. Comment y arriver?

Comme aux États-Unis. Au début, les États américains étaient seuls compétents pour la police. Mais des attaques terroristes

contre des groupes et un attentat contre un président américain en 1901 les ont persuadés de créer des instruments au niveau fédéral. Il faut faire la même démarche ici en Europe. Mais quand je vois le manque de volonté des ministres de l'Intérieur pour trouver une solution!

Nicolas Sarkozy propose de faire un «nouveau Schengen»? Qu'en pensez-vous?

Un «euro-Schengen»... C'est quoi cette idée? Des ministres de l'Intérieur qui se rassemblent plus souvent? Mais ça se fait déjà. C'est même ça qui ne marche pas. Il faut créer un système au niveau européen.

C'est le nationalisme qui détruit l'Europe?

Exactement. Sans le repli étatique, nous aurions déjà un gouvernement pour gérer la zone euro, un FBI européen pour lutter contre le terrorisme ou encore un corps de garde commun pour les frontières extérieures de l'Europe.

À quoi attribuez-vous ce repli?

Les dirigeants européens, sous la pression du populisme, commencent à limiter le projet de l'Union. Il faut une alternative le plus vite possible. Étrangement, je pense que la discussion que nous aurons avec les Britanniques sur le «Brexit» va nous aider à sortir de cette crise. Qu'ils disent oui ou non, dans les deux cas, on va devoir parler de Traités, de principes de base. C'est une chance, car ça va

faire démarrer ce grand projet de convention qui aura lieu l'an prochain. J'ai même une date en tête. Le 25 mars.

Pourquoi cette date?

Ce sera le 60^e anniversaire du Traité de Rome. On a toujours dit que c'était le nec plus ultra en matière de traité. Dans mon livre, je dis que non. Les pères fondateurs de l'Europe avaient même exactement le contraire en tête. Ils ne voulaient pas une union bureaucratique, où les États décident à l'unanimité, mais bien une union politique, avec une démocratie directe, un vrai gouvernement. Tout le monde commence à parler de refondation, même si ce n'est pas avec le même contenu. Hier, Sarkozy en a parlé. Il y a quelques semaines, le Pape en a parlé. Obama l'a fait à Hanovre. Le jeu est en train de s'ouvrir.

Vous rêvez d'écrire une Constitution européenne?

Constitution, traité, loi fondamentale, les mots importent peu. Je veux participer à un travail de refondation dont je pense qu'il ne faut rien inventer. Il faut arrêter de réécrire l'histoire comme on le fait tous les jours dans nos écoles et nos universités, où on dit que le projet européen est un succès qui a commencé après la guerre avec la communauté de l'acier et du charbon pour suivre avec le Traité de Rome. C'est un mensonge! Le Traité de Rome fut une tragédie. Et je le dis ici en France, dans le pays qui a rejeté le projet des pères fondateurs. Il faut revenir à l'esprit de Paul-Henri Spaak.

Un chapitre de votre livre s'intitule «la résurrection». Qu'entendez-vous par là?

C'est un retour de l'Europe. Regardez le parti d'opposition polonais, il est proeuropéen. Tout comme le nouveau parti espagnol Ciudadanos (NIDL: «parti de la citoyenneté», libéral). Ce n'est pas la fin. Je vois un saut en avant. Et il est imminent. Il va se faire en 2017 ou en 2018. Si on ne le fait pas, oui, ce sera la fin de l'Union européenne.

Vous pensez que c'est le bon moment?

Oui. Le moment est venu de faire un choix, et ce choix ne peut être qu'un gouvernement européen. Pas un patchwork de 28 commissaires parce qu'il y a 28 États européens, mais un gouvernement de 10 ou 12 membres.

Qui désignerait ce gouvernement?

Le Parlement européen et ce que j'appelle le Sénat des États nations. Je veux réformer le conseil des ministres européen en un sénat des États. Deux piliers, un pour légiférer et l'autre pour contrôler le gouvernement. Tout ça n'est pas nouveau, c'était dans les papiers des pères fondateurs.

Vous ambitionnez toujours de présider la Commission européenne?

Oui, mais bon... Mon but, c'est de faire démarrer le processus. Comme je l'ai fait lors de la Déclaration de Laeken. Je veux animer cette nouvelle convention le plus vite possible. Tout le monde en parle. Le moment est venu de refonder l'Union européenne.

Qui va convoquer cette convention?

Le Parlement. Moi, je suis allé chez Cameron, Renzi, Hollande, dans l'intention de prendre des contacts pour démarrer le processus. Si on ne le fait pas maintenant, on ne le fera plus jamais.

Vous y croyez...

C'est la réalité, c'est ce qui arrive. Les crises, comme celle du Brexit et des réfugiés, nous obligent à trouver une solution. Tout comme cet accord boiteux sur les réfugiés avec Erdogan.

Que représente Erdogan pour vous?

C'est un autocrate, un dictateur. Il nie cette démocratie qui est à la base de l'Union.

Vous trouvez ça normal de sous-traiter la gestion des migrants à la Turquie?

Non. C'est un des symptômes de la crise morale de l'Union. C'est comme si les Américains, qui ont un afflux de migrants d'Amérique du Sud, demandaient aux Mexicains de résoudre le problème. Personne ne com-

prendrait. J'ai proposé de créer ce corps de garde-côtes, dont je parle dans mon livre. J'espère qu'il sera bientôt adopté. Mais c'est difficile. Les États ne veulent pas d'une agence européenne qui prenne elle-même la décision d'intervenir en cas de problème migratoire. Ils veulent garder la maîtrise. C'est la même chose pour l'agence de renseignement. On oppose toujours la souveraineté à la sécurité pour empêcher sa création. Mais lequel des deux est le plus important? La souveraineté ou la sécurité?

L'Europe est en danger?

Oui. Il faut dire la vérité. Rien n'est éternel dans la vie. Sous la menace et les coups donnés par les populistes et les extrémistes, l'Union européenne peut disparaître.

J'ai écrit ce livre pour ramener les gens qui sont critiques envers l'Europe. Moi-même, je suis plus critique que tous les eurosceptiques réunis. Seulement, ma proposition est de ne pas tomber dans le piège des nationalistes et des populistes qui disent qu'on va tout résoudre en se retranchant derrière les frontières.

Ne trouvez-vous pas étrange que l'Europe se délite et, en même temps, la Belgique, son cœur, est secouée?

Oui, mais c'est la même chose partout. On le voit en Espagne, en Italie, en Grèce. Il y a une impasse en Europe, et elle est généralisée. Nos institutions européennes ne sont plus adaptées à la situation du monde.

Que peut-on faire pour que la Belgique ne sombre pas dans la morosité?

Se lancer dans un nouveau projet européen. La Belgique a un rôle central à jouer. Il faut mobiliser le pays autour de ça.

Vous écrivez que les leaders européens sont «des clones de Thatcher et de Gaulle». Qu'est-ce que ça signifie?

Les leaders européens manquent de courage. Ils sont devenu des suiveurs, au lieu d'être des précurseurs.

Mais vous étiez surnommé «Baby Thatcher» à vos débuts...

Oui, mais je pense aussi qu'une réforme radicale est toujours nécessaire. Il n'y a rien de mauvais dans le radicalisme, surtout si c'est pour réformer une Europe basée sur des principes qui ne fonctionnent plus.